EPSU demande aux autorités de renforcer nos systèmes de santé publics et d'abandonner les tentatives de marchandiser les soins de santé

Le 7 avril est la journée mondiale de la santé et cette année, elle est marquée par la première pandémie du 21e siècle. La pandémie révèle à quel point nos systèmes de santé ont été minés par des années de coupures, de sous-financement, de manque de personnel et de manque d'investissement. La FSESP dénonce cela depuis de nombreuses années et a souligné à plusieurs reprises les conséquences sur la santé des personnes et le bien-être du personnel. Nos avertissements ont été ignorés par les gouvernements. Ce n'est que récemment que les recommandations du semestre européen ont commencé à exiger des gouvernements qu'ils fournissent davantage de financement. Ces réactions tardives ont eu des conséquences dramatiques.

COVID-19 tue des dizaines de milliers de personnes dans tous les pays européens. Les systèmes de santé publique étaient mal préparés. La pandémie a un lourd tribut

sur les travailleurs du secteur public (dans le secteur de la santé, dans les soins aux personnes âgées, dans les prisons, sur les pompiers et bien d'autres). La quasi-totalité des membres de la FSESP est considérée comme essentielle, cruciale et vitale pour maintenir les gens en vie, nos économies et le fonctionnement de la société.

L'Europe est devenue le centre mondial de la pandémie de COVID-19. Le personnel de santé et les soignants travaillent d'arrache-pied pour contenir la propagation du virus, se mettant en danger pour protéger nos communautés. Malgré les efforts sans précédent pour arrêter la pandémie, de nombreux professionnels de la santé sont en première ligne, souvent sans équipement de protection adéquat. Nous manquons de masques, de capacités de test, de respirateurs, de gants, etc. Le nombre d'infections et de décès du personnel de santé augmente chaque jour.

De toute urgence, nous voulons gagner la bataille contre le virus et nous assurer qu'il y a suffisamment de capacité dans notre hôpital pour traiter les personnes infectées. Le personnel soignant, des médecins aux infirmières en passant par les femmes de ménage, déploie d'énormes efforts à cet égard. Tout le monde est reconnaissant. Il n'y a aucune excuse pour imposer des charges indues à ces travailleurs. Même en temps de crise, des conditions de travail et une protection adéquates doivent être assurées. Le personnel doit faire des pauses et s'absenter entre les quarts de travail pour pouvoir continuer dans ce qui pourrait être une crise mondiale à long terme. Le travail dans de telles conditions pèse sur la santé psychologique du personnel, de sorte que des services de soutien appropriés doivent également être mis en place. Ils méritent de travailler dans un environnement sûr. La FSESP demande que la capacité de test soit augmentée afin que tout le personnel travaillant dans nos hôpitaux et dans la communauté ait la possibilité de subir un test de dépistage du virus Corona.

La propagation de Covid-19 exerce une pression sur les services de soins de longue durée, qui depuis des années sont sous-financés et manquent de personnel. Face à la crise actuelle, les difficultés de financement et de personnel préexistantes se multiplient, ce qui, dans le pire des cas, conduit à la fermeture complète de certains centres de soins et autres structures. Par conséquent, nous avons besoin de solutions à long terme qui reconnaissent nos services de santé et nos agents de santé comme essentiels à notre bien-être et garantissent le droit aux soins de santé. La commercialisation et la privatisation de nos services de santé n'y parviendront pas. Ces services ont également besoin de plus de financement pour

faire face aux nombreuses personnes qui se rétablissent une fois libérées des unités de soins intensifs. La FSESP appelle les gouvernements à continuer de mettre en place des systèmes de santé publique. Cela implique de valoriser correctement le travail des professionnels de la santé, principalement des femmes. Des soins décents méritent des conventions collectives décentes pour ceux qui les dispensent.

Aujourd'hui, nous exigeons une nouvelle approche de l'offre et du financement des soins de santé et que les professionnels de la santé soient traités avec respect et qu'ils cessent de subir le traitement qu'ils ont reçu au cours de la dernière décennie.

- Log in to post comments

- Printer-friendly version

Policies
Health
Health and Safety
Sectors
Health and Social Services